PERSPECTIVES MOC

Bimestriel du MOC Luxembourg

Juin - juillet 2026

Numéro 151

bpost
PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

11/698
Numéro d'agréation P501162
Numéro de Dépôt Arlon 1

CONCOURS REINE ELISABETH, UNE AUTRE FAÇON D'ENTENDRE LES FEMMES ?

Flagey, lundi 4 mai 2026, il est 15h, le public retient son souffle. Le violoncelliste Ivan Skanavi fait résonner la première note du morceau *Lullaby* écrit par la compositrice Kaija Saariaho. Le célèbre concours débute ! C'est à peine la troisième édition consacrée au violoncelle. Eh oui ! Cet instrument dont la forme actuelle ne date que de 1720, s'est imposé tardivement dans le monde de la musique classique. Sa mise à l'honneur coïncide avec deux anniversaires : le 75e du concours, le 150e de la Reine Elisabeth et de son ami Pablo Casals, un des plus grands violoncellistes du XXe siècle.

« Un des plus grands » et non « une des plus grandes ». De fait, l'histoire du violoncelle, c'est une histoire d'hommes ! En 1897, « la vue d'une dame jouant du violoncelle crée quelque chose de l'ordre du malaise. Une impression quelque peu inesthétique » (Jongen). La violoncelliste Sol Gabetta (Poss) raconte que, jusqu'au XXe siècle, il était indécent, pour une femme de placer cet instrument entre ses cuisses. Du coup, ces dames se produisaient lors de concerts privés et non lors de grands récitals accompagnés d'orchestre. Selon Gravier (2020), de nos jours, les stéréotypes de la représentation de la féminité, construits socialement dès l'enfance, continuent d'influencer le choix de l'instrument. Pourtant, il y en a eu des femmes talentueuses (cf. Jongen) ! Citons Guilhermina Suggia, considérée comme la première femme violoncelliste virtuose professionnelle : elle se produisit dès l'âge de 5 ans. Certains assignèrent pourtant sa renommée internationale au fait qu'elle fut la « Compagne de Pablo Casals ». Jacqueline du Pré, née en 1945, reste elle, à ce jour, une des violoncellistes les plus renommées du XXe siècle, sans distinction de genre. Quant à Lise Cristiani, née il y a 200 ans, véritable intrépide, elle parcourut le monde entier, Stradivarius au dos, et fut nommée premier violoncelle de l'orchestre de Copenhague par le roi. L'inconstance de leur reconnaissance n'eut donc rien à voir avec leurs talents (Jongen). Gageons qu'ici, telles les deux lauréates de 2017 et celles de 2022 ou Hayoung Choi, premier prix de la seconde édition, des talents féminins excelleront car, en toute probabilité, ces dix-sept femmes et quarante-neuf hommes pourraient chacun·e devenir incontournables (Gravier 2020).

Outre les musiciennes, Gravier a souligné en 2020, une sous-représentation de morceaux de compositrices. Or, jouer ces oeuvres constitue une occasion tant pour les musiciens que pour les spectateurs, de découvrir répertoires et sonorités inentendus. En 1964, Jacqueline Fontyn fut la première à écrire l'oeuvre imposée de demi-finale pour le piano. Ce n'est qu'en 2017, première édition du violoncelle, qu'une oeuvre imposée de demi-finale d'une compositrice (Annelies Van Parys) se fit à nouveau entendre. Cette année, tout comme en 1976 et 2009, pour le violon, avec Jacqueline Fontyn et Eun-Hwa Cho, l'oeuvre finale imposée « *Four Odes to the Tidings of Flowers* » de Fang Man, sera celle d'une compositrice. Il faut dire que depuis 2023, le concours Reine Elisabeth met un point d'honneur à proposer une à trois oeuvres féminines. La musique ne serait-elle pas une occasion de donner à entendre, à écouter, à ressentir autrement ce que les femmes ont à dire, à penser, à créer au-delà de leurs paroles, parfois inaudibles ? Finalement, réjouissons-nous qu'hommes et femmes participent à la création d' « une parenthèse enchantée, où la culture semble grignoter un peu de territoire sur les crises, les rationalisations, les épidémies, la pluie ou les conflits » (Stockhem).

Eva Renier, animatrice au Ciep Luxembourg.

Gravier, S. (2020). L'impact du genre sur la sélection et la structure du Concours Reine Elisabeth
Michel Stockhem. « 75 ans de musique partagée Texte édité à l'occasion du 75e anniversaire du Concours Reine Elisabeth en 2012 »
Valentine Jongen, « En mode classique » dans matins premières (diffusé le 08/05/2026) https://urls.fr/x2LuS5
Cécile Poss, « Sol Gabetta ressuscite Lise Cristiani, pionnière oubliée du violoncelle » dans la chronique de la matinale (diffusé le 02/12/25) https://urls.fr/cQcJvC

P. 1
Éditorial

P. 2-3
En bref dans nos organisations

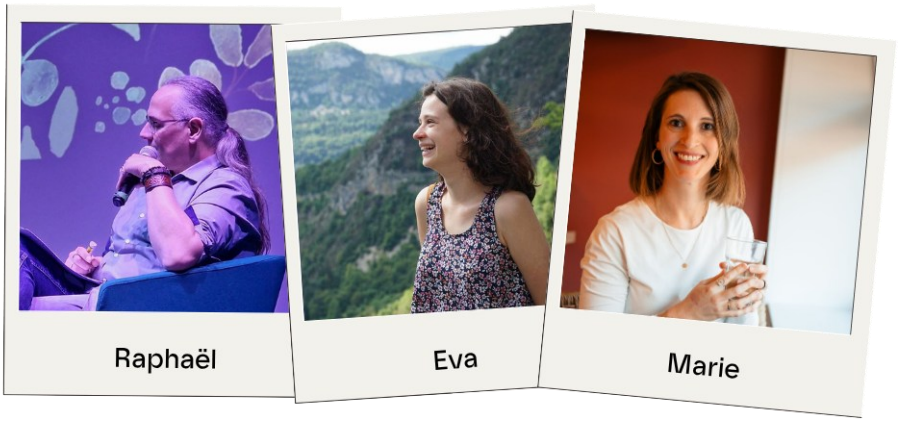
P. 4-5
Faisons connaissance avec…
Violette Grégoire, Responsable régionale de Vie Féminine Namur-Luxembourg.

P. 6-7-8
Dossier :
« Où atterrir ? » : des ateliers pour retrouver du pouvoir d'agir.

Édité avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles - Éditeur responsable : J.-N. Burnotte, Rue des Déportés, 39 - 6700 Arlon

EN BREF DANS NOS ORGANISATIONS

LES NOUVELLES RECRUES DU CIEP LUX



Raphaël Goblet - après 20 ans passés dans le marketing digital, une suite de prises de conscience et de lectures concernant l'état général du système Terre l'ont « obligé » à changer de vie… il n'était plus question de contribuer encore à aggraver le problème ! Il a repris des études d'éco-conseiller et a créé l'association « les Joyeux Résistants ». Celle-ci propose des activités de sensibilisation aux défis environnementaux et sociaux afin de réfléchir à adapter son quotidien et diminuer son impact écologique. Raphaël est également administrateur d'une monnaie locale, l'Ardoise, qui permet de préparer des espaces de résilience économiques, sociaux et alimentaires et est actif dans plusieurs groupes de musique de la région.

Eva Renier - diplômée d'un cursus en anthropologie à l'Université de Liège en 2024. En septembre 2025, elle a commencé à travailler à mi-temps au Centre Culturel de Libramont. Depuis fin mars, elle a rejoint, à mi-temps, l'équipe du CIEP Lux. L'univers musical, artistique du centre culturel et les réflexions, les activités organisées par le CIEP rencontrent ses centres d'intérêts. Elle apprécie jouer du violoncelle et de la harpe, aller à des concerts, lire, se documenter, participer à des conférences et randonner. Plus largement, Eva est convaincue qu'il est important de transmettre, d'adapter, de diffuser et de rendre accessible « le savoir ».

Marie Lieffrig - chargée de projet au CIEP-MOC, où elle travaille à la mise en place d'une caisse commune de l'alimentation. Juriste de formation, elle a travaillé pendant 13 ans à l'asbl "Droits Quotidiens" en tant que juriste et coordinatrice. Cette riche expérience professionnelle lui a permis de développer une attention particulière aux enjeux d'accès aux droits et de justice sociale. Bastognarde depuis 2020, elle souhaite désormais s'investir dans sa région pour y construire un projet favorisant l'accès à une alimentation durable pour chacun·e. Elle est animée par la volonté de rendre les systèmes plus accessibles et plus justes pour toutes et tous.

UN ÉTÉ CRÉATIF AVEC VIE FÉMININE LUXEMBOURG

DÉCOUVRIR, CRÉER ET PRENDRE DU PLAISIR ENSEMBLE…

Cet été, Vie Féminine Luxembourg vous invite à une série d'ateliers créatifs ouverts à toutes.

Ambiance bienveillante et conviviale assurée pour valoriser et respecter les richesses de chacune et pour stimuler l'expression et l'imagination, en toute simplicité.

Plusieurs techniques seront proposées, explorées et utilisées au fil des ateliers, le matériel sera à disposition de chacune.

Les animatrices sont joignables par mail ou par téléphone pour toute question ou demande de renseignement complémentaire et se réjouissent déjà de vous rencontrer et de créer avec vous.

les mercredis de 9h30 à 11h30
15, 22 & 29 juillet
5, 12 & 19 août
41, rue des Déportés - 6700 Arlon
(entrée par le jardin rue Victor Tesch)

INFOS ET INSCRIPTIONS

antenne-lorraine@viefeminine.be
0478/ 79 44 43

DÉMYSTIFIONS LA POLITIQUE LOCALE

PARTIE 2 - VISITE DE LUXEMBOURG

Dans le cadre du projet « **Démystifions la politique locale !** », le *CIEP Luxembourg* et son partenaire luxembourgeois, l'asbl *Politics for all* ont développé un programme visant à renforcer la participation et l'intégration politiques et à créer des ponts entre les différentes communautés des deux côtés de la frontière, où le droit de vote est obligatoire.

Dans un premier temps, le 18 avril, c'est une visite des institutions politiques d'Arlon qui était proposée. Plus de 60 personnes ont eu l'occasion de visiter la salle du conseil provincial de la province de Luxembourg et l'hôtel de ville d'Arlon et d'échanger avec les élu·es locaux·ales.

Dans un second temps, le 20 juin prochain aura lieu la visite citoyenne du Parlement luxembourgeois afin de découvrir les liens entre politique locale et politique nationale, de voir comment la démocratie fonctionne concrètement et de rencontrer des décideur·euses politiques.

PROGRAMME

10H15 **Visite guidée** de la Chambre des Députés (Parlement luxembourgeois) et **rencontre** et échanges avec les élu·es.

12H30 **Pause** - repas au centre ville

13H30 **Visite** de la ville de Luxembourg

INFOS ET INSCRIPTIONS

20 JUIN - À 10h15

LUXEMBOURG - 23, rue du Marché-aux-Herbes.

15€

p.jungers@mocluxembourg.be - 061/21.87.33

Projet cofinancé par l'UE dans le cadre du programme Interreg Grande Région 2021-2027.

LE MOC DIT « NON » AUX VISITES DOMICILIAIRES

MENACE CONTRE LA SOLIDARITÉ CITOYENNE

Le gouvernement belge prépare une loi qui vise à légaliser et généraliser les visites domiciliaires en vue d'arrêter et d'expulser des personnes sans titre de séjour. Derrière un discours de « contrôle » et de « sécurité », ce texte constitue une attaque directe sur des principes fondamentaux de notre démocratie : l'inviolabilité du domicile et le droit au respect de la vie privée.

Jusqu'ici, l'article 15 de la Constitution belge protège le domicile comme un espace inviolable, sauf cas d'exception strictement encadrés. La menace d'un simple coup de sonnette donnant accès à notre intimité, à notre courrier, à nos lieux de vie, sonne comme une régression inacceptable. Le domicile ne peut pas devenir un simple « point de passage » pour la police chargée de vérifier les papiers.

Ce texte est aussi une menace directe contre la solidarité citoyenne. En élargissant le risque de perquisitions et d'irruptions policières dans les logements, il criminalise de fait toute forme d'accueil ou de soutien envers des personnes privées de statut légal. Les citoyen·nes solidaires – ceux qui accueillent, hébergent, accompagnent – se retrouvent alors exposé·es à la suspicion, au contrôle, à la peur de voir la police franchir la porte à tout moment.

Associations, collectifs, syndicats, élu·es et citoyen·nes refusent de voir la Belgique s'engager sur cette pente autoritaire. L'État de droit ne se mesure pas uniquement à la manière dont il protège les « bon·nes citoyen·nes », mais aussi à la manière dont il protège les plus vulnérables, y compris celles et ceux qui n'ont pas de papier.

Non aux visites domiciliaires.
Non aux rafles.
Oui à la dignité, à la solidarité et à l'État de droit.

Plusieurs actions seront organisées en Province de Luxembourg, en coordination avec le Ciep Lux et les Équipes Populaires Luxembourg, pour dénoncer cette loi, mobiliser la population et exiger le retrait de ces mesures liberticides.

Par Dominique Verhaeren - responsable régionale Equipes populaires Luxembourg.

INTERPELLEZ VOTRE COMMUNE

Plusieurs communes ont déjà voté une motion CONTRE les visites domiciliaires. **Qu'en pense votre commune ?**
Modèle de courrier disponible :
www.visitesdomiciliaires.be/actions/

FAISONS CONNAISSANCE AVEC ...

VIOLETTE GRÉGOIRE

Responsable régionale de Vie Féminine Namur-Luxembourg.

vie féminine

PEUX-TU PRÉSENTER TON PARCOURS PROFESSIONNEL ?

Titulaire d'un master en langues et littératures romanes et de l'agrégation, j'ai développé très tôt un goût prononcé pour la lecture, la compréhension des textes et les modèles philosophiques. Mon mémoire de fin d'études portait déjà sur un sujet féministe : « De Simone de Beauvoir à Virginie Despentes ». J'y analysais l'appropriation du langage lié au corps comme condition d'émancipation des femmes, afin de revendiquer une parole en dehors des codes masculins.

Après une courte expérience dans l'enseignement traditionnel, je me suis rapidement tournée vers l'éducation non formelle. Accompagner les jeunes en dehors du cadre scolaire me semblait plus porteur. J'ai donc rejoint le monde des organisations de jeunesse, d'abord comme animatrice, puis comme coordinatrice et formatrice d'animateur·rices. C'est un parcours de terrain : j'ai dirigé une maison de jeunes, puis un Centre d'Expression et de Créativité (CEC). Pendant dix ans, j'ai piloté une organisation de jeunesse active sur trois provinces. Sans équipe fixe sur le terrain, nous fonctionnions en gouvernance partagée. Ce modèle horizontal et flexible m'a énormément appris en termes d'agilité.

Par la suite, je me suis formée en intelligence collective, en gestion de conflits et en bien-être au travail. Aujourd'hui, mon action se déploie sur deux régions (Namur et Luxembourg). Mon objectif est d'automatiser certains processus administratifs pour proposer aux travailleuses un mode de travail agile. Dans la nouvelle configuration de Vie Féminine (VF), l'adaptation de nos méthodes de travail va être une priorité absolue.

POURQUOI CE CHOIX DE TRAVAILLER CHEZ VF ? QUELLES VALEURS DÉFENDUES PAR L'ORGANISATION SONT IMPORTANTES POUR TOI ?

Le féminisme m'attire par sa dualité : c'est un mouvement profondément moderne, mais aussi historique. Je sais d'où viennent les droits dont on peut jouir actuellement et j'ai une vision claire de toutes ces femmes qui se sont battues. Chez VF, ce qui résonne le plus en moi, c'est la mission de porter la voix de celles qu'on n'entend pas. Ces paroles invisibilisées sont pourtant précieuses, car elles sont porteuses de savoirs populaires. Ce sont ces « savoirs chauds » — acquis par l'expérience de vie, subjectifs et politiques — avec lesquels j'ai vraiment envie de travailler. Être au contact de ces paroles de femmes donne tout son sens à mon travail et me met en mouvement.

Sur le plan professionnel, je défends une vision de l'agilité où le travail devient un endroit d'émancipation individuelle et collective, et non d'oppression. Je travaille de manière très autonome, presque comme si j'étais indépendante. Compter les heures de travail me semble infantilisant et s'inscrit dans un modèle systémique que je rejette. J'ai besoin d'être actrice de mon temps, et l'Éducation Permanente permet précisément de travailler de cette façon. C'est cette dynamique de liberté et de responsabilité que j'ai envie d'insuffler à mes équipes, puisque je suis responsable de deux régions. J'invite d'ailleurs les animatrices à ne pas rester assises huit heures par jour derrière un bureau. Mon expérience de la gouvernance partagée m'a prouvé que l'autonomie donne beaucoup de liberté, mais responsabilise aussi : chaque travailleur·euse devient un rouage essentiel du mouvement, c'est mon idéal !

Quand je parle de bien-être au travail comme facteur d'émancipation, cela signifie aussi qu'en tant que femme, on peut trouver dans le cadre professionnel une manière de se renforcer avec d'autres travailleuses, de prendre confiance en soi, de monter en compétences et de valoriser son travail. Parfois, après avoir vécu des turbulences au sein d'un mouvement, cela peut être difficile. J'ai donc à coeur de remotiver les équipes et de valoriser leur expertise. En entrant dans ma nouvelle fonction, je savais que c'était un travail de co-construction. Je vais pleinement assumer ma tâche de responsable régionale tout en leur laissant une réelle autonomie.

VF EST MEMBRE DES OC (ORGANISATIONS CONSTITUTIVES) DU MOC LUX. COMMENT VOIS-TU LA PLACE DE VF AU SEIN DU MOUVEMENT ?

Se sentir faire partie d'un mouvement est très renforçant. Cela nous permet de faire front commun et d'être solidaires autour de combats que l'on partage. Je suis très enthousiaste à l'idée de savoir que nous pouvons dépasser le cadre de nos seules organisations

constitutives pour nous rassembler massivement autour d'une question commune et développer un vrai pouvoir d'agir !
Le défi reste toutefois de taille, puisque mon champ d'action sur les provinces de Namur et de Luxembourg représente près de 40 % du territoire wallon. Ce qui facilite grandement les choses, c'est que le MOC Namur et le MOC Luxembourg partagent des fonctionnements similaires et des leviers que l'on peut mutualiser[1].

Quelles sont les grandes lignes directrices de VF au niveau de la province pour les années à venir ? Vas-tu poursuivre le travail entamé ou envisages-tu de donner d'autres impulsions ?

Mon action s'articulera autour de deux grands axes :

D'un point de vue organisationnel :
Je recherche avant tout la congruence, c'est-à-dire une cohérence totale entre ce que l'on dit et ce que l'on fait. L'objectif est de réduire l'écart entre la réalité vécue par les femmes sur le terrain et les modèles féministes, parfois très théoriques. Je prône un féminisme en action, militant, directement nourri par le terrain. C'est un gros défi dans cette période de post-restructuration où tout le monde a besoin de cohérence, de cohésion et d'uniformité, pour que toutes les régionales partagent un fonctionnement commun et se réapproprient une identité collective.

Des espaces de rencontre existent déjà pour les travailleuses et nous sommes associées au pilotage global de Vie Féminine. Notre rôle est d'y faire remonter les réalités de la base. C'est une évolution importante : la nouvelle configuration de VF renforce la participation démocratique des femmes (travailleuses, bénévoles, bénéficiaires, participantes) au coeur même des décisions du mouvement

Dans les actions :
En Luxembourg, nous analysons actuellement nos publics afin d'adapter nos chantiers de communication et d'implémenter ce nouveau modèle. Géographiquement, il n'y aura pas de grand changement, mais le centre névralgique de chaque région s'appellera désormais « Espace femmes ». Le terme « antenne » disparaît au profit d'un mode d'action nomade pour les animatrices[2].
Ma priorité est de jouer un rôle de facilitatrice pour permettre aux femmes de comprendre que leurs problèmes ne sont pas personnels, mais liés à un système. Je veux les aider à sortir de l'isolement et de la culpabilisation en leur montrant que nous évoluons dans un système qui les invisibilise. Ce travail collectif permet d'inscrire leur vécu dans une dimension sociale et politique, ouvrant la voie à des revendications communes. Je sens vraiment que nous avons la possibilité de changer les choses.
Quant aux nouveaux chantiers, j'ai besoin que les choses soient bien claires. Pour le moment, je mets tout à plat pour être sûre que chacun·e en comprenne le cadre, les modalités et les objectifs opérationnels.

J'ai également envie de redonner une dimension plus politique à notre action. Le féminisme et l'identité de Vie Féminine suscitent parfois des imaginaires très divers, voire erronés. Il est donc intéressant de retravailler ces notions, notamment à travers notre communication. Nous alimentons actuellement des notes de réflexion sur ce que le féminisme évoque auprès de nos publics, afin de déterminer s'il constitue un frein ou un levier. Nous nous nourrissons de ces retours. Par ailleurs, il me semble essentiel de jeter des ponts entre Namur et le Luxembourg, malgré des réalités géographiques et sociales très différentes. C'est sur ces fondations que nous déploierons nos chantiers à plus long terme, en développant des projets transversaux avec de nombreux partenaires.
Au-delà de la dimension politique, le renouvellement de nos publics et la modernisation de notre communication constituent des enjeux majeurs. Que leur dit-on ? Que leur propose-t-on ? Il est indispensable de monitorer l'évolution de nos publics. La population étudiante, par exemple, traverse des mutations profondes et fait face à une précarité croissante qui impacte directement sa santé. Vie Féminine porte une thématique forte, « Pour une société de soins partagés », dont nous devons absolument nous emparer pour aborder la santé sous toutes ses formes. Enfin, pour ancrer pleinement notre mouvement dans son époque, je souhaite élargir notre champ d'actions à un public qui ne se définit pas uniquement par son genre : les publics LGBTQIA+.

Interview : Marie-Christine Dewez

« Violette remet le prix... »

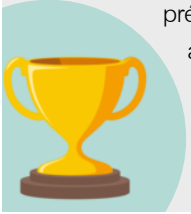
• D'un livre marquant à ...

« *Le Deuxième Sexe* » de Simone de Beauvoir (1949).

Ce livre est une véritable révolution. Sa posture, sa déconstruction du couple et sa manière de définir le territoire féminin m'ont profondément marquée, d'autant que ces réflexions étaient liées à des revendications politiques fortes. À une époque où je manquais de modèles féminins alternatifs et où le couple traditionnel semblait être l'unique horizon, voir cette femme reprendre le pouvoir et refuser de n'être que la « moitié » de quelqu'un a été un déclic majeur.

• D'une rencontre marquante à ...

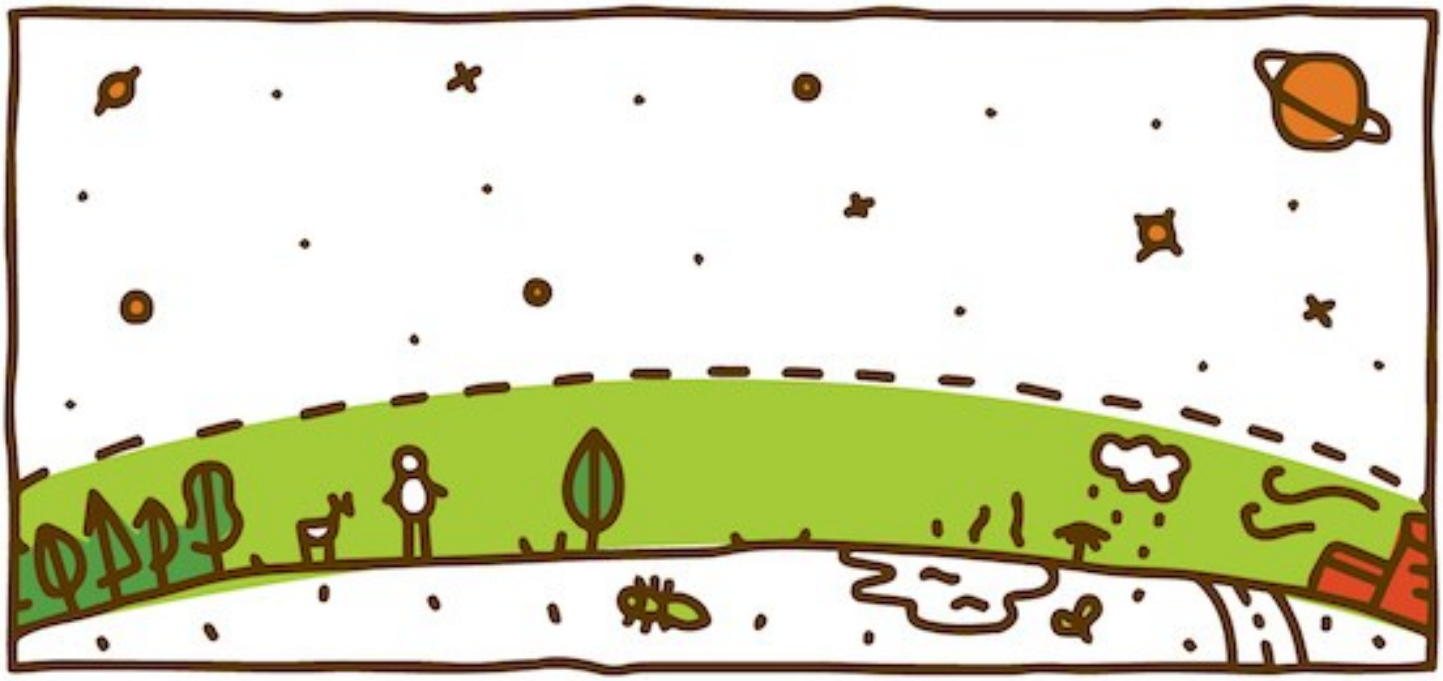
Marie Curie. Elle disait : « Dans la vie, rien n'est à craindre, tout est à comprendre ». Les femmes scientifiques sont encore trop souvent invisibilisées, alors que Marie Curie a su s'imposer avec une immense force de caractère dans un monde d'hommes. Historiquement, les hommes se sont souvent réapproprié les créations des femmes, que ce soit en sciences ou en littérature. N'étant pas scientifique moi-même, j'ai longtemps grandi avec l'idée préconçue que le savoir et l'explication du monde appartenaient aux hommes. Réaliser son parcours redonne du pouvoir : comprendre les mécanismes, savoir réparer, décoder ce qui nous entoure, c'est retrouver sa capacité d'action et refuser la passivité.



[1] Desmond, Celia, « What if we don't really need project management ? », 2015.
[2] Ibid.

« Où atterrir ? » : des ateliers pour retrouver du pouvoir d'agir

Mars 2020. La Covid paralyse notre partie du monde. Alors animateur au CIEP Namur, je tombe sur un questionnaire intitulé « *Imaginer les gestes-barrières contre le retour à la production d'avant-crise*[1]», publié dans le média français AOC. Son auteur, le philosophe des sciences Bruno Latour, y demande quelles activités suspendues par le confinement nous souhaiterions ne pas voir reprendre après la pandémie, mais aussi quelles activités devraient être développées ou intensifiées par la suite. Hasard (ou pas), quand j'en parle à ma collègue, celle-ci m'annonce qu'elle a justement suivi quelques semaines auparavant une formation en ligne organisée autour d'une méthode de travail sur les questions écologiques basée sur le livre « Où atterrir ? » de… Bruno Latour. Yallah ! Nous décidons de nous lancer et de créer, nous aussi, des ateliers « Où atterrir ? » pour nourrir le monde d'après. On en organisera à Natoye, Dinant, mais aussi Louvain-la-Neuve avec les grands-parents pour le climat et à Marche-en-Famenne (avec les Equipes populaires Luxembourg) sur les questions d'alimentation. Mais au fait, pourquoi « Où atterrir » ?



Face au désastre annoncé, retrouver du pouvoir d'agir !

Le postulat de Bruno Latour est simple : face aux bouleversements climatiques et aux dégâts environnementaux qui s'annoncent, nous sommes, citoyen·ne·s, élu·e·s, institutions et associations, complètement déboussolé·e·s. Depuis des décennies, le système capitaliste nous vend le « progrès » et la « prospérité » comme des horizons indispensables pour rendre heureuse, chaque personne sur cette planète. Faire « grossir le gâteau » via la croissance économique, ne pas se questionner sur les bienfaits ou méfaits de la technologie et des découvertes scientifiques, … ce « décollage » est devenu la quête réelle ou fantasmée (pour celles et ceux qui en sont très éloigné·e·s) de presque 8,3 milliards d'humain·e·s.

Nous sommes comme en suspension, à la recherche d'un nouveau lieu où faire atterrir l'Humanité …

Mais ce monde de l'abondance pour tou·te·s n'est pas possible. Il faudrait pour cela plusieurs planètes et nous n'en avons qu'une ! Dès lors, la destination promise n'existe plus. Nous sommes comme en suspension, à la recherche d'un nouveau lieu où faire atterrir l'Humanité, puisque le demi-tour n'est pas possible, retourner à la société d'antan étant désormais aussi chimérique que se poser dans une société de l'abondance absolue généralisée.

Passer de « où ne pas atterrir » à « où atterrir », à quoi tenons-nous ?

Finalement, nous dit Bruno Latour, la fracture classique entre la gauche et la droite a surtout concerné la répartition des bénéfices de cette prospérité économique sans jamais la remettre en cause. Aujourd'hui, il suffit d'invoquer les mots « emploi » ou « croissance » pour rendre attractive n'importe quelle activité, fût-elle néfaste pour le Vivant et pour d'autres humain·e·s. Mais où aller ? Il nous faudrait – dixit Bruno Latour – trouver un nouvel attracteur, une nouvelle boussole pour le monde qui vient.

[1] http://www.bruno-latour.fr/sites/default/files/P-202-AOC-03-20.pdf

Journée découverte de l'atelier « *Où atterrir ?* » à Namur en compagnie de Chloé Latour.

La direction est, selon lui, simple à trouver : pour redevenir « terrestres », il nous suffit de tourner le dos au monde de Trump et d'avancer vers l'exact opposé de son projet politique. Mais une fois qu'on a dit ça, on n'a pas dit grand-chose… Comment moi, petit individu, pourrais-je m'attaquer à des problèmes aussi gigantesques que la perte mondiale de biodiversité ou aussi lointains que la formation d'un continent de plastique dans les océans ? C'est là qu'interviennent les ateliers terrestres « Où atterrir ? ».

Une question de départ : « De quel monde je vis ? »

Pour expliciter sa démarche, Bruno Latour prend l'exemple des cahiers de doléances de 1789. Pour se reconnecter aux réalités vécues par ses sujets, Louis XVI leur avait fait demander, via ces cahiers, ce qu'ils vivaient comme problèmes et quelles étaient leurs doléances. Toutefois, si à l'époque, les territoires et leurs habitant·e·s présentaient une majorité de caractères communs, ce n'est plus le cas. Aujourd'hui, dans un système mondialisé où se côtoient localement des gens aux profils et aux intérêts très divers voire opposés, il est plus compliqué d'articuler des revendications au niveau d'un territoire. Dès lors, Bruno Latour nous enjoint à fouiller le territoire « dont on vit » (différent donc selon lui du territoire où l'on vit) pour trouver notre « caillou dans la chaussure » (qu'il appelle aussi notre « concernement »), cette chose, au départ toute personnelle[2] qui « nous émeut et nous meut » et qui servira de base pour le travail lors des ateliers.

« Pouvez-vous décrire en quelques lignes un être, un élément, une entité indispensable à votre existence et dont vous avez appris que son maintien était menacé ? »

Pour identifier son concernement, la démarche commence par une interrogation principale : « *Pouvez-vous décrire en quelques lignes un être, un élément, une entité indispensable à votre existence et dont vous avez appris que son maintien était menacé ?* ». Lors de l'expérience-pilote menée par Bruno Latour et son équipe (le collectif S-Composition) sont ainsi apparus comme « cailloux dans la chaussure » des participant·e·s : *les mises à blanc de parcelles forestières de la forêt près de chez moi, la reprise de notre exploitation agricole bio, mon endométriose, la disparition de la jeunesse dans mon village, l'accès à des « bonnes » pommes, la disparition de l'hôpital public de Saint-Junien, …* Sur base de ces sujets de départ, chacun·e a mené un travail d'enquête pour déterminer (ce) qui les aide à exister et (ce) qui les menace, … C'est ici que l'on sort de l'opinion pour entrer dans la description, la connaissance affinée, la découverte des acteur·trice·s avec ou contre lesquel·le.s il va falloir agir. Au final, au bout de leur enquête, les personnes vont pouvoir identifier des leviers qu'elles pourront actionner seules ou collectivement pour répondre à leur concernement de départ et, ainsi, retrouver du pouvoir d'agir sur ces grands enjeux internationaux qui nous semblent si difficiles à agripper individuellement.

Où atterrir ? À Marche-en-Famenne, dans un premier temps !

Convaincu que la méthode permet vraiment d'ouvrir un espace d'action quelque part entre les petits gestes individuels et le découragement face aux (trop) grands enjeux, je proposerai dès l'automne 2026 des ateliers « où atterrir » en soirée, et quelques rares fois le week-end, à Marche-en-Famenne, en collaboration avec un animateur de Natagora, lui aussi convaincu par la démarche des ateliers « **Où atterrir ?** ». Nous lançons donc dès à présent un appel aux personnes qui veulent retrouver du pouvoir d'agir sur des choses qui les taraudent, les ennuient, les inquiètent. Pas pour se flageller en boucle et en rester aux constats que beaucoup de choses vont mal, pas plus pour constituer un groupe de thérapie collective et encore moins pour organiser un hypothétique « grand soir » qui renverserait le système capitaliste !

L'idée est de vous permettre de vous approprier des connaissances sur des sujets relatifs à l'écologie (ou autres comme pour Loïc, évoqué dans l'encadré page suivante) et de finir par identifier des moyens de lutter contre ce qui vous touche négativement. Au bout d'une dizaine de rendez-vous, vous serez suffisamment avancé·e·s pour pouvoir identifier un levier d'action.

[2] Il faut commencer par dépolitiser les choses avant de pouvoir les repolitiser disait Bruno Latour. Par exemple, Marie est partie de son émotion personnelle face aux mises à blanc des parcelles de la forêt des Mont de Blond pour aboutir à la création d'une association de défense de cette forêt.

Y A PLUS QU'À !

Vous aussi, vous avez envie de retrouver du pouvoir d'agir dans une démarche personnelle menée en groupe ? Vous voulez ouvrir un horizon entre les petits gestes (trop) individuels et l'écrasement ressenti face aux enjeux planétaires ? Rendez-vous dès octobre pour prendre part aux ateliers « Où atterrir » qui seront proposés à raison d'un mercredi soir par mois. La participation aux ateliers est gratuite et il n'y a évidemment pas besoin d'habiter la commune de Marche-en-Famenne. Nous attendons juste des participant·e·s qu'ils et elles s'engagent pour l'ensemble des ateliers, afin que la démarche ait un vrai sens et une réelle efficacité.

INTÉRESSÉ·E ? VOUS SOUHAITEZ PLUS D'INFOS ?

Jean-François Rasschaert, animateur Ciep Luxembourg.

✉ jf.rasschaert@mocluxembourg.be
✆ 063/21.87.33

Ce serait un réel plaisir de vous faire découvrir la démarche et de vous aider à la mener à bien !

PASSER DE « JE CROIS QUE » À « JE SAIS QUE »

Passer de l'opinion aux faits est un préalable essentiel à toute réflexion et a fortiori à toute action, nous dit Bruno Latour. A l'heure du « toutes opinions à l'égout » des réseaux sociaux, ce n'est pas une mince affaire. Dans le livre « *Comment atterrir* », il relate la discussion avec ses voisins agriculteurs qui lui a donné l'idée des ateliers : « *La description par la famille Mercier des difficultés de l'élevage en Bourbonnais était d'autant plus révélatrice qu'ils affirmaient avoir comme ennemis principaux les « écolos », ensemble assez vaguement défini mais qui, m'assuraient-ils, leur pourrissait la vie. Après deux heures, comme nous étions passés de la discussion à la description, il va de soi que la liste des alliés comme des adversaires avait beaucoup évolué et que les « écolos » n'apparaissaient plus dans le paysage, mais qu'ils avaient été remplacés par des ennemis bien concrets, souvent très proches et sur lesquels, surtout, on pouvait agir efficacement* ». CQFD, c'est à cela que sert le travail d'enquête proposé dans le cadre des ateliers.

Grâce à son enquête lors de l'expérience-pilote, Loïc, qui en avait marre des propos réacs aux repas de famille a identifié les sources d'information médiatique comme possibles raisons de ces discours. Après avoir enquêté finement sur le paysage médiatique français, il vient de sortir un jeu de société pour permettre aux gens de comprendre qui possède quel média dans l'Hexagone et, donc, qui tire quelles ficelles dans les coulisses de l'information.

Plus près de nous, à Dinant, Christine, dont le concernement était la disparition des papillons de son jardin, a compris pourquoi laisser pousser les fleurs sauvages dans sa pelouse ne suffisait pas à les faire revenir. Grâce à son enquête, elle a pu déterminer que son jardin était trop petit et qu'il fallait recréer un biotope favorable (avec des orties !) dans plusieurs propriétés pour faire revenir les vulcains, les paons-du-jour et autres machaons. Depuis quatre ans maintenant, elle organise une « journée papillons » annuelle, avec l'aide d'autres ancien·ne·s participant·e·s aux ateliers, afin de sensibiliser les gens de sa région aux moyens de recréer des espaces accueillants pour ces animaux.